

Les zones humides, on n'en a rien à foutre  
ou  
Comment, après avoir dévasté la nature, la société industrielle et écologiste achève de la  
détruire en « l'aménageant »

Les passionnés de la nature sont à l'avant-garde de sa destruction.

Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone*

1. Ce bulletin, qui paraîtra quotidiennement pendant sept jours, tiendra sur le projet d'aménagement d'une retenue d'eau sur la rivière Tescou, dans la forêt de Sivens, des propos qui seront, justement, *sans retenue* et *sans ménagement*. Y seront posées certaines questions que le *mouvement* esquive : des tendances technocratiques de l'écologie à la question de la violence comme méthode de lutte.

2. Les arbres tombent, les opposants restent. À la fin du déboisement, la résistance au barrage a pris un nouveau cours. Pourtant, elle parle toujours le même langage : celui du *moratoire* et de la *contre-expertise*, tenu par les écologistes légalistes du collectif « Sauvegarde du Testet ». Ce collectif a vu disparaître, avec la zone humide, son argument principal de *protection et de conservation de la nature*. Pourtant, la lutte continue : et au-delà de l'écologie, sur quoi se fonde t-elle ?

3. Il ne s'agit pas de trouver étonnant que de l'argent public se convertisse aussi miraculeusement en intérêts privés. En termes d'argent comme en d'autres, la distinction entre public et privé a depuis longtemps cessé d'être opérante, sinon pour égrener la banale liste des malversations qui s'effectuent sous ce binôme. Il ne s'agit même pas de juger curieux qu'un État tellement soucieux d'écologie projette « l'aménagement d'un territoire » qui détruira aussi radicalement une « zone humide » soi-disant protégée. Le calque des stratégies écologiques sur les stratégies économiques a efficacement donné sa mesure : et il existe aujourd'hui deux types d'*enclosures*, celles qui aménagent un territoire parce qu'il est insupportable qu'un lieu sauvage le demeure, et celles qui aménagent un territoire parce qu'il est insupportable qu'un lieu sauvage ne le soit plus assez. Les uns construisent des barrages, des zones industrielles et des décharges ; les autres délimitent des parcs naturels, des zones humides et des conservatoires. Dans les deux cas, l'espèce humaine est priée de devenir spectatrice d'une nature distante, qu'elle soit instrumentalisée ou protégée ; de commander des granulés chez SEBSO (Société chargée du déboisement à Sivens) pour remplir son poêle au lieu d'aller ramasser du bois dans la forêt, et de taper sur Google « lézard des murailles » si d'aventure il lui venait le désir saugrenu de connaître l'allure d'un pareil animal.

4. Ces foutaises ne nous amusent plus. Les beaux jours de l'écologie, l'autorité apparente dont jouissent ses arguments, reflète le développement d'un « sentiment de la nature » issu justement de la fêlure de plus en plus profonde qui sépare la nature de l'homme. Il n'y a pas plus amoureux de la nature que l'urbain désespéré qui n'y vivrait pour rien au monde. Depuis les débuts de l'écologie, cette ambiguïté a fait l'objet de critiques virulentes de la part de ceux qui, par leur vie et leurs pratiques, mettaient le plus vigoureusement en œuvre ses principes. Elle a rapidement été décelée par ceux qui en furent les précurseurs, Bernard Charbonneau par exemple, comme « le futur du capitalisme, et en tout cas une utilisation assez merveilleuse de l'angoisse » (Guedj et Meuret, membre de la revue *Survivre... et vivre !*, pionnière en écologie politique) L'engloutissement de la pensée dans le savoir technicien a disqualifié nos expériences les plus simples, et d'abord par le langage dont elle use. L'expression « zone humide », tant entendue à Sivens, en est l'irritant exemple. L'argument écologique à son commencement, parce qu'il donnait la possibilité de penser dans le langage de tout le monde des faits extrêmement concrets, permettait d'entrevoir une sortie du vocabulaire idéologique dont se nourrissait

jusqu'alors la gauche radicale, *et c'est en cela qu'il était révolutionnaire*. Rattrapée par une époque qui rend aux hommes *toujours plus difficile de reconnaître et de nommer leur propre misère*, l'écologie n'a pas tardé à saborder des dispositions aussi dangereuses pour le pouvoir en place : et désormais, « faute d'une enquête sévère, à tout instant poursuivie, sur les mots dont nous usons, nous risquons extrêmement d'être dupes de ces mots (...) et réduits à penser notre langage pour n'avoir pas exigé de parler notre pensée. » (Jean Paulhan). Le langage crée une réalité. Les marécages, les tourbières, les ruisseaux et les bouilles existent, et toutes les plantes et les bestioles qui y vivent. Une zone humide n'existe pas.

5. Nous dirons des choses simples : le refus de voir soustrait un lieu à ses habitants et à leurs usages, la colère face aux projets imposés sous couvert d'enquêtes d'utilité publique parodiquement démocratiques, la lassitude à l'égard de la perversion économique qui ne supporte plus qu'un lieu demeure *sans emploi* et l'attachement à la liberté vernaculaire qui se goûte dans ces lieux inexploités.

6. Comme l'écrivait Venant Brisset dans des circonstances semblables (Cf. *Du côté de la Ramade*, documents relatifs à une précédente bataille contre le saccage d'un territoire), la prolifération des nuisances et des écologistes dans la société industrielle va de pair. Ici, comme il y a encore très peu de nuisances, *il n'y aucune raison pour qu'il y ait des écologistes. Nous n'en sommes pas. Nous serions plutôt comme ces agrions de Mercure qui volent dans la forêt de Sivens. Nous habitons ici. Nous voulons vivre libres et heureux, et c'est dans ce but déraisonnable que nous avons décidé de continuer ou de commencer à vivre ici. Dans ce monde de territoires sans pouvoir, soumis à un pouvoir sans territoire, nous cherchons à y recréer la possibilité de l'autonomie ; non pas pour mais avec et dans la nature.*

VICTORIA XARDEL

## L'aménagement du territoire ?

L'aménagement du territoire, machine de guerre étatique sans précédent, vint parachever des siècles de centralisation française. L'arrivée des technocrates au sommet de l'Etat fut corrélative à un changement radical de la politique économique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec notamment l'affaiblissement des barrières douanières et autres restrictions au commerce - pour ne prendre que cet exemple, les tarifs douaniers sur les produits industriels sont passés de 40 % en 1947 à 10, 7 % en 1967. L'ouverture négociée des frontières, dans le cadre du système de Bretton Woods, avait pour but d'empêcher un retour à la course au protectionnisme des années 1930. Mais l'intégration de chaque nation au marché mondial en train de se constituer mettait en cause l'équilibre de son marché intérieur. Les Etats d'Europe occidentale renoncèrent ainsi à l'objectif traditionnel de toute politique économique, à savoir l'unité du marché intérieur. La nouvelle logique en vigueur, celle

de l'Etat commercial ouvert, impliquait qu'à l'intérieur des frontières les secteurs d'activité stagnants se voient exposés à une concurrence accrue qui éliminerait les plus faibles : ce que l'on cessait de produire ainsi serait importé et les importations payées grâce aux exportations de secteurs concurrentiels. Chaque Etat dut définir une politique industrielle globale, fondée sur un savant dosage de subventions, de faveurs fiscales, de prêts sans intérêts, d'achats préférentiels, etc. ; ou, au contraire, sur la non-intervention, voire la pression fiscale, s'agissant de secteurs considérés comme retardataires et dont le gouvernement avait programmé la disparition. Puis, dans le cadre de la Communauté Economique Européenne (CEE) qui se voulait un espace commercial adapté à cette mondialisation, les Etats négocièrent la liquidation d'un certain nombre de secteurs industriels et la reconversion autoritaire des régions concernées. C'est là que devaient intervenir les « aménageurs de territoire ».

ALESSI DELL'UMBRIA

CE SOIR À 17 HEURES,

SI VOUS N'ÊTES PAS EN TRAIN DE BRÛLER DES MACHINES,

VOUS SEREZ FORCÉMENT À LA MÉTAIRIE NEUVE POUR ÉCOUTER JEAN-PIERRE BERLAN : *De la diversité paysanne à l'uniformisation agro-industrielle : Brève histoire de l'industrialisation de l'agriculture.*